

Fiche de poste
CPIP à l'unité de la méthodologie et de l'accompagnement
DAP / DISP Bordeaux

Intitulé du poste :	CPIP à l'unité de la méthodologie et de l'accompagnement
Corps concerné :	CPIP
Affectation :	Ministère de la Justice Direction de l'administration pénitentiaire Département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive
Adresse du site	Direction interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux 188 Rue de Pessac CS21509 33062 BORDEAUX CEDEX
Statut du poste :	Titulaire
Poste profilé :	Oui

ATTENTION

Le titulaire de ce poste est soumis à l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958, modifiée, relative au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'Administration pénitentiaire ; et au décret n° 66-874 du 21 novembre 1966 modifié, relatif au statut spécial des fonctionnaires des services déconcentrés de l'Administration pénitentiaire.

I. Missions et organisation du service

Le département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive (DPIPPR) élabore, met en œuvre et évalue, à partir des politiques nationales, les politiques interrégionales de prise en charge des personnes confiées à l'administration pénitentiaire (AP), dans les établissements et services du ressort, au titre d'une mesure judiciaire privative ou restrictive de liberté.

En liaison avec les chefs d'établissement et les directeurs des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) de la direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP), il participe à la construction de dispositifs d'accompagnement des publics placés sous main de justice (PPSMJ), que ce soit en termes d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux soins ou de prévention de la récidive.

Il est chargé d'accompagner les changements organisationnels des SPIP et de leur apporter une assistance méthodologique. Il suit les politiques publiques d'insertion et favorise le développement des partenariats avec les organismes des secteurs publics et associatifs dont le champ de compétence contribue à la prise en charge des PPSMJ ou s'inscrit dans le cadre de la prévention de la récidive. Enfin, il favorise le développement des alternatives à l'incarcération et des aménagements de peines et assure la cohérence de la prise en charge des publics sur les questions d'exécution de peines.

Il dispose de trois unités :

- **L'unité de la méthodologie et de l'accompagnement (UMA)** est chargée d'impulser, mettre en œuvre et évaluer les politiques interrégionales et locales relatives à l'organisation et au fonctionnement des SPIP, ainsi qu'à la prise en charge des PPSMJ. Elle accompagne les changements méthodologiques et organisationnels au sein des SPIP en veillant à la diffusion au sein des SPIP des méthodologies d'intervention et des pratiques professionnelles afférentes à la prise en charge des PPSMJ. Elle apporte un soutien technique auprès de l'ensemble des professionnels exerçant en SPIP dans les

méthodes de prise en charge des PPSMJ et veille à l'harmonisation des pratiques, en référence notamment aux règles européennes de la probation. Enfin, elle accompagne les équipes dans la fiabilisation de l'utilisation des outils informatiques, statistiques et de suivi des activités.

- **L'unité des politiques publiques d'insertion (UPPI)** est chargée d'assurer le suivi des politiques publiques en matière d'insertion et formation professionnelle, de travail pénitentiaire, de culture, de sport, de culte et de laïcité. Elle favorise le développement des partenariats avec les organismes publics, associatifs et culturels intervenant au bénéfice des PPSMJ en matière d'accès aux droits, de maintien des liens familiaux, de préparation à la sortie, etc.

Elle veille également à la mise en œuvre des politiques de santé et de prévention du suicide, favorise l'accès aux soins des PPSMJ dans les établissements et à l'UHSI et veille au développement d'actions de prévention et de promotion de la santé.

- **L'unité de l'exécution des peines (UEP)** est chargée de favoriser le développement des alternatives à l'incarcération et des mesures de probation et d'assurer la cohérence de la prise en charge des publics sur les questions d'exécution des peines : PEP, régimes différenciés, PPR, etc.

Elle favorise par ailleurs, le développement des aménagements de peine et assure le pilotage et l'animation du pôle centralisateur de la surveillance électronique.

Par ailleurs, **l'unité pédagogique régionale (UPR), relevant de l'Education nationale**, est chargée de favoriser le développement des enseignements scolaires et universitaires au sein des établissements, en priorité pour les publics en difficulté (illettrisme, alphabétisation, français langue étrangère, remise à niveau) en prenant appui sur les ressources de formation initiale de l'éducation et les moyens d'enseignement à distance. Elle assure la scolarisation des détenus mineurs en liaison avec les services de la PJJ. Elle coordonne des actions et/ou participe au développement de dispositifs pour renforcer la capacité des personnes détenus non qualifiées à se réinsérer scolairement ou professionnellement.

L'UPR est rattachée administrativement au DPIPPR. Sa proviseur-directrice et son adjointe travaillent en partenariat avec la cheffe du DPIPPR.

II. Description du poste

Positionné au siège de la DISP, le titulaire du poste est placé sous l'autorité du chef de l'unité de la méthodologie et de l'accompagnement.

Il travaille en étroite collaboration avec l'ensemble des professionnels des SPIP de l'interrégion, les établissements de l'interrégion dans une moindre mesure, la direction de l'administration pénitentiaire, l'ensemble des partenaires institutionnels (autorité judiciaire, ENM, barreaux, etc.) et associatifs (IFJR), l'ensemble des professionnels-ressources et prestataires et devra agir en transversalité avec les autres unités du DPIPPR.

Il a pour mission, avec le chef de l'UMA, d'accompagner les services dans l'appropriation continue des méthodologies d'intervention, d'impulser une dynamique régionale auprès des professionnels exerçant en SPIP, de veiller à la coordination des interventions entre établissements et SPIP, et de promouvoir et valoriser les méthodologies d'intervention auprès des partenaires institutionnels et associatifs.

Activités principales

Au sein du département des politiques d'insertion, de probation et de prévention de la récidive, le titulaire du poste, à partir du diagnostic effectué par le chef de l'unité de la méthodologie et de l'accompagnement, est chargé :

- de participer à la déclinaison régionale des politiques nationales relatives aux méthodologies d'intervention des SPIP ;
- de participer à la réalisation d'un diagnostic local des besoins repérés en définissant les modalités de recueil les plus adaptées (déplacements dans les services, réalisation de groupes de travail etc.) ;
- à partir du diagnostic effectué, d'aider le chef de l'UMA à établir un plan d'action adapté aux corps et aux sites (groupes de travail, formations continues, notes de cadrage, fiches-réflexes, etc.) ;
- de participer à l'accompagnement méthodologique et aux réflexions des évolutions métiers dans une approche pluridisciplinaire ;
- de participer à l'organisation et de co-animer avec le chef de l'UMA, des réunions de travail facilitant l'action des professionnels, la mutualisation des bonnes pratiques et impulsant l'harmonisation des pratiques ;
- de participer à l'accompagnement de la mise en œuvre des prises en charge collectives, à la création d'outils de suivi et d'évaluation des dispositifs ;
- de participer à l'organisation de séminaires auprès des professionnels du SPIP mais aussi des partenaires institutionnels et/ou associatifs ayant pour objectif de promouvoir et valoriser le travail des SPIP ;
- d'élaborer un outil de communication de l'activité de l'UMA auprès des SPIP et de participer à l'élaboration des contributions de l'UMA au site intranet de la DISP de Bordeaux ;
- de participer à des réunions et/ou à des groupes de travail organisés par la DAP sur les sujets de l'unité ;
- d'accompagner les SPIP dans l'utilisation des applicatifs métiers ;
- d'élaborer des outils de suivi de l'activité des SPIP sur les champs propres à l'UMA et de les analyser ;
- d'être force de proposition auprès du chef de l'UMA.

Le titulaire du poste doit accomplir ses missions dans le strict respect des codes, textes législatifs et réglementaires, des règles pénitentiaires européennes et des règles européennes de probation afin de veiller à la régularité des actes réalisés et des réponses apportées.

En tant qu'adjoint au chef de l'UMA, le titulaire du poste peut être amené à assurer l'intérim de ce dernier.

Les missions et thématiques sont susceptibles d'évoluer selon l'actualité.

III. Compétences requises

- Très bonne connaissance de l'administration pénitentiaire ;
- Très bonne connaissance des SPIP : MO/MF, de leurs méthodologies : RPO1, individuel/collectif ;
- Bonne connaissance des évolutions législatives et réglementaires ;
- Sens de l'autonomie, de l'initiative, sens de la pédagogie ;

- Sens de l'organisation et des priorisations, rigueur ;
- Sens du relationnel : capacité à travailler en équipe, aptitude à l'écoute et au dialogue, faculté à susciter le consensus ;
- Capacités rédactionnelles, à l'analyse et la synthèse ;
- Capacité à animer et conduire des réunions ;
- Capacité à conduire des projets ;
- Maîtrise des logiciels de bureautique tels que Word, Excel et PowerPoint ;
- Déplacements fréquents sur le ressort de la DISP (permis B impératif)

Renseignements et candidature :

Léonore AUZIMOUR – Adjointe à la cheffe du DPIPPr et cheffe de l'UMA :
leonore.auzimour@justice.fr / 05.54.52.85.55

Magali HAMM – Cheffe du DPIPPr : magali.hamm@justice.fr / 05.54.52.85.54